NEWSLETTER

OCTOBRE - DECEMBRE 2025 **ÉDITION 17**

AFRICA
CLIMATE
CHANGE
FUND



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP



MESSAGE DE GARETH PHILLIPS

CHEF DE LA DIVISION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Chers lecteurs,

Bienvenue dans la dix-septième et dernière édition de l'année 2025 de la newsletter du Fonds pour les changements climatiques en Afrique (FCCA), qui met en lumière les principaux jalons atteints au cours du dernier trimestre de l'année.

Cette édition reflète l'engagement constant du FCCA en faveur d'une action climatique inclusive, ancrée localement et fondée sur des données probantes à travers l'Afrique. Nous sommes heureux d'annoncer le lancement du nouveau site web du FCCA, une étape importante pour accroître la visibilité du Fonds et renforcer la transparence, l'accessibilité et l'engagement avec nos partenaires et parties prenantes.

Sur l'ensemble des initiatives soutenues par le FCCA, ce numéro montre comment les projets appuyés se traduisent par des actions concrètes sur le terrain. De l'adaptation climatique portée par les communautés au Puntland, en Somalie, à la gouvernance foncière sensible au genre dans la région de l'IGAD, nous mettons en évidence comment l'autonomisation des femmes, des jeunes et des institutions locales renforce la résilience face aux chocs climatiques. Nous partageons également des enseignements issus de la COP30, où les partenaires soutenus par le FCCA ont fait progresser l'inclusion des personnes handicapées, l'égalité de genre, la santé et les droits humains dans les discussions mondiales sur les politiques climatiques.

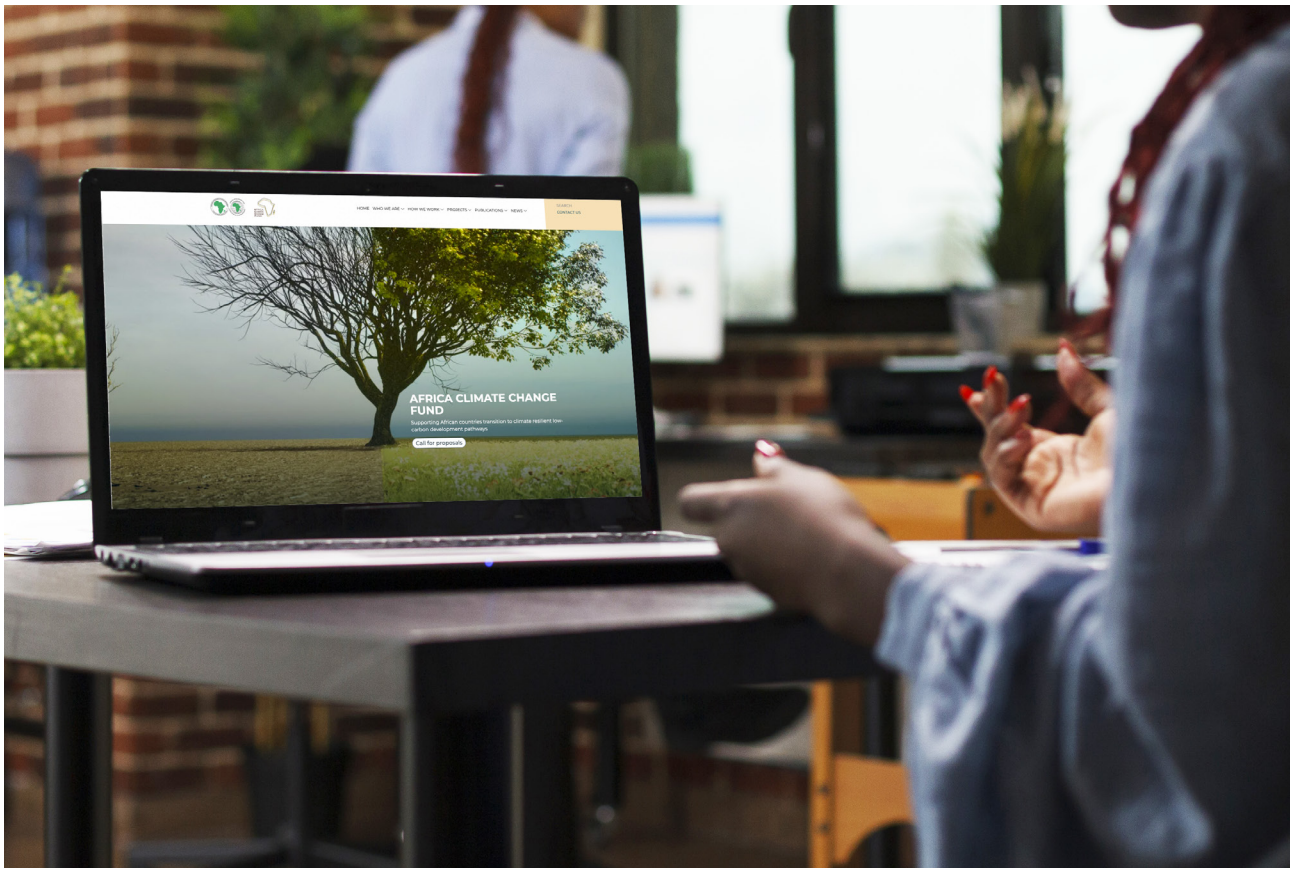
Cette édition met également en lumière des avancées en matière de redevabilité climatique et de transformation des systèmes, notamment avec l'achèvement du premier outil africain de suivi de la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), qui aide les pays à suivre leurs progrès et à renforcer leur ambition climatique grâce à des décisions fondées sur des données probantes. Nous revenons aussi sur la clôture réussie de projets, notamment au Sénégal, où le renforcement des capacités locales améliore l'accès des collectivités territoriales aux financements climatiques.

À l'heure où nous clôturons l'année 2025, cette édition offre un aperçu de la manière dont les initiatives soutenues par le FCCA sont passées de l'engagement à l'action, renforçant ainsi l'action climatique inclusive à travers l'Afrique.

Merci pour votre soutien et votre collaboration tout au long de l'année. Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette dernière édition.

Bonne lecture !

LANCEMENT DU NOUVEAU SITE WEB DE FCCA



Le Fonds pour les changements climatiques en Afrique (FCCA) a officiellement lancé son nouveau site web, marquant une étape importante dans le renforcement de l'accès à l'information ainsi que de l'engagement avec ses partenaires, donateurs et parties prenantes.

Conçue pour offrir une expérience utilisateur plus conviviale, la nouvelle plateforme facilite l'accès aux informations relatives aux activités, aux projets et aux opportunités du Fonds. Elle reflète l'engagement constant du FCCA en faveur de la transparence, de l'accessibilité et d'une communication efficace.

Nous vous invitons à découvrir ce nouveau site web et à en apprendre davantage sur la manière dont le FCCA continue de soutenir la transition de l'Afrique vers un développement résilient au climat et à faible émission de carbone.

Visitez le site web :
www.accf.afdb.org

LA RÉSILIENCE INCLUSIVE EN ACTION : RENFORCER L'ADAPTATION CLIMATIQUE MENÉE PAR LES COMMUNAUTÉS À PUNTLAND, SOMALIE

Entre octobre et décembre 2025, World Vision Somalia, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Changement climatique de l'État du Puntland, en Somalie, a mis en œuvre une série d'interventions intégrées, portées par les communautés et sensibles au genre, visant à renforcer la résilience climatique des ménages vulnérables dans les districts d'Eyl et de Garowe.

Le projet intitulé « Résilience inclusive des ménages vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes, au Puntland, Somalie, face au changement climatique » a permis d'obtenir des résultats concrets en matière de résilience climatique communautaire, en cohérence avec le Plan national de développement de la Somalie (PND-9), notamment son pilier 4 relatif aux moyens de subsistance résilients et à l'adaptation climatique, la Politique nationale sur le changement climatique ainsi que le Programme d'action national pour l'adaptation. Il a contribué à répondre à la dégradation des terres induite par le changement climatique, à la faiblesse de la gouvernance des ressources naturelles et au niveau limité de sensibilisation des communautés.

Sur la période concernée, des campagnes de sensibilisation au changement climatique et à la restauration des terres ont été menées dans 10 villages des districts d'Eyl et de Garowe, touchant 1 300 membres des communautés, dont 827 femmes. Afin de renforcer la gouvernance locale des ressources naturelles, 50 comités de gestion des ressources naturelles (NRMC) ont été constitués et formés, en assurant une parité de genre avec 25 femmes et 25 hommes. En s'appuyant sur l'approche GALS (système d'apprentissage et d'action sensible au genre), les comités ont été formés à la régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR) et accompagnés dans l'élaboration de 10 plans et règlements de restauration des terres au niveau villageois, couvrant notamment le pâturage contrôlé, la protection des terres, la redevabilité et les mécanismes d'application communautaires.

Parallèlement, 250 membres des communautés, dont 156 femmes, ont bénéficié de formations pratiques sur la FMNR, axées sur la régénération de la végétation, l'amélioration de la fertilité des sols et les pratiques agro-pastorales résilientes au climat. À travers un programme argent contre travail, 258 ménages ont construit 6 000 structures en demi-lune, contribuant à la réhabilitation de 120 hectares de terres dégradées, à l'amélioration de la rétention d'eau et de l'humidité des sols, tout en apportant un soutien aux revenus à court terme. Afin de promouvoir une sensibilisation précoce et la préparation aux catastrophes, des clubs de réduction des risques de catastrophes (RRC) dirigés par des enfants ont été mis en place dans 10 écoles, impliquant 200 enfants et soutenus par 10 enseignants référents formés, renforçant ainsi les liens entre les écoles et les communautés ainsi que la sensibilisation aux risques climatiques.

Dans l'ensemble, ces interventions ont renforcé l'appropriation communautaire, la gestion durable de l'environnement et la compréhension locale des risques climatiques et des solutions. En autonomisant les femmes, les jeunes et les enfants, en renforçant les institutions locales et en restaurant les écosystèmes dégradés, le projet a posé les bases d'une adaptation climatique durable et inclusive au Puntland.

Pour plus d'informations :

Joseph Githinji, chargé principal de programme
World Vision Somalia
Email : joseph_githinji@wvi.org



Construction communautaire de structures en demi-lune sur des parcours dégradés

RENFORCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE GRÂCE À UNE GOUVERNANCE FONCIÈRE SENSIBLE AU GENRE

Dans le cadre du projet « Renforcer l'égalité de genre dans l'accès aux ressources foncières pour une adaptation transformatrice au changement climatique dans la région de l'IGAD », mis en œuvre par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), les articles ci-après mettent en lumière les progrès réalisés à travers des actions communautaires en Ouganda et un dialogue politique régional sur la sécurisation foncière des femmes. Ils illustrent comment une gouvernance foncière inclusive renforce la résilience climatique dans l'ensemble de la région de l'IGAD.

OUGANDA : KACHERI RELÈVE LE DÉFI CLIMATIQUE AVEC LE LANCEMENT PAR L'IGAD D'UNE VASTE INITIATIVE DE REBOISEMENT POUR LUTTER CONTRE LA SÉCHERESSE ET LA DÉFORESTATION



Le Commissaire résident du district de Kotido, Charles Ichogor (en costume, plante un arbre aux côtés de Paul Komol Lotee, Président du Conseil du district (LC5) de Kotido (en jaune), au siège du district. Photo - Bondry Kilenga

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a officiellement lancé une initiative de verdissement à grande échelle dans le Conseil municipal de Kacheri et le sous-comté de Kacheri, dans le district de Kotido, en Ouganda. Cette initiative marque une étape décisive vers la restauration de l'environnement et le renforcement de la résilience climatique dans l'une des régions les plus vulnérables du pays face aux impacts du changement climatique.

L'événement de lancement, organisé sur trois jours du 17 au 19 novembre, a réuni des responsables du district, des autorités locales, des membres des communautés, des groupes de femmes et des jeunes afin de faire face aux défis environnementaux majeurs de la zone, notamment la sécheresse prolongée, l'insécurité alimentaire, la dégradation des terres et la déforestation.

Cette initiative pilote s'inscrit dans le programme régional de l'IGAD intitulé « Renforcer l'égalité de genre dans l'accès aux ressources foncières pour une adaptation transformatrice au changement climatique dans la région de l'IGAD ». À Kacheri, elle vise à opérationnaliser le Plan de développement physique récemment finalisé, en traduisant les politiques climatiques en actions concrètes portées par les communautés.

L'un des axes centraux de l'initiative concerne l'extension des infrastructures vertes à travers des activités de plantation d'arbres dans des espaces publics stratégiques. Dr Addis Teshome, de l'Unité de gouvernance foncière de l'IGAD, a présenté les ambitions de cette première phase :

« Nous nous engageons à planter 5 000 plants dans les espaces publics, les écoles et les boisements communautaires. Ces arbres serviront de barrières vertes, amélioreront la santé des sols et renforceront la résilience climatique d'une région qui lutte depuis longtemps contre la dégradation de l'environnement. »

Au-delà de la restauration environnementale, le projet vise à s'attaquer aux causes profondes de la dégradation des écosystèmes à Kotido, où des pratiques historiques d'utilisation non durable des terres ont fragilisé les moyens de subsistance. En promouvant des alternatives durables, l'initiative ambitionne de contribuer à la stabilité économique, à la consolidation de la paix et à la résilience à long terme.

Les femmes et les jeunes sont au cœur de la conception et de la mise en œuvre de l'initiative. Oyuku Emmanuel Ocen, Secrétaire administratif en chef du district de Kotido, a souligné l'importance de l'appropriation locale :

«Lorsque les femmes et les jeunes participent activement à la plantation et à la protection des arbres, nous ne faisons pas que créer des forêts. Nous sécurisons les ressources en eau, améliorons la nutrition et réduisons la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. »

Les autorités locales ont fortement soutenu le programme. Le président du district (LC5), Paul Komol Lotee, a appelé l'IGAD et les partenaires au développement à étendre les activités de reboisement à d'autres sous-comtés, tandis que le commissaire résident du district, Charles Ichogor, a insisté sur la responsabilité collective et la protection des jeunes plants :

« L'avenir de nos enfants dépend de l'ombre, des fruits et des bénéfices écologiques que ces arbres nous apporteront. Ne laissons aucun plant périr. »

Les activités de plantation ont ciblé des sites clés, notamment le siège du district, les bureaux du sous-comté de Kacheri, des écoles primaires et des zones de marché. Elles ont été appuyées par des consultations communautaires et des campagnes de sensibilisation radiophoniques afin d'assurer une large participation.

Mise en œuvre en collaboration avec des institutions gouvernementales ougandaises, des ONG locales et des groupes de femmes, cette initiative de reboisement, à travers la plantation de 5 000 plants et l'autonomisation des communautés, en particulier des femmes et des jeunes, pose les bases d'un Kacheri plus vert et plus résilient, mieux préparé à faire face aux chocs climatiques et à construire un avenir durable..

Source:
KARAMOJA TIMES
District Communicators' Newsletter, , Édition hebdomadaire, Numéro 83, article de Bondy Kilenga.



Addis Teshome, plantation d'arbres dans le sous-comté de Kacheeri Kotido

RENFORCER LA SÉCURISATION FONCIÈRE DES FEMMES POUR LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DANS LES COMMUNAUTÉS PASTORALES TRANSFRONTALIÈRES : PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE SUR LA POLITIQUE FONCIÈRE



Panélistes lors de l'événement parallèle de l'IGAD à la Conférence africaine sur la politique foncière

Modérée par Mme Evelyne Nairesiae (Landesa), la session a examiné les facteurs structurels à l'origine de l'insécurité foncière des femmes dans les zones pastorales, où les chocs climatiques, les conflits, la mobilité et les normes patriarcales se conjuguent. Mme Joselyn Bigirwa, Cheffe de mission de l'IGAD en Ouganda, a mis en avant l'approche communautaire de l'IGAD, fondée notamment sur la planification participative de l'utilisation des terres, l'harmonisation des politiques sensibles au genre et le renforcement des institutions locales afin de soutenir la représentation des femmes dans la gouvernance foncière.

S'exprimant au nom de la région de Karamoja en Ouganda, Mme Harriet Draleru, Chargée principale de la gestion foncière dans le district de Kotido, a mis en lumière des défis tels que la faiblesse des systèmes de documentation et les normes coutumières excluantes. Elle a souligné que les chocs climatiques accentuent la concurrence pour les parcours pastoraux ainsi que les risques auxquels sont confrontées les femmes et les enfants. La collaboration entre l'IGAD, les ministères nationaux et les autorités locales contribue au renforcement des mécanismes de résolution des conflits, de la documentation foncière et de la sensibilisation communautaire.

Représentant les femmes parlementaires, Dr Lilian Gogo (Kenya) a insisté sur le rôle de la Plateforme régionale des femmes parlementaires de l'IGAD dans l'amplification des voix de la base et la promotion des réformes politiques. Elle a appelé à un dialogue soutenu avec les décideurs, à un engagement accru des chefs traditionnels et religieux, ainsi qu'à une coopération régionale renforcée pour lutter contre les normes discriminatoires.

Depuis le Soudan du Sud, Hon. Dr Ghada, Présidente de la Commission de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, a souligné que les droits fonciers des femmes sont fondamentaux pour la sécurité alimentaire et la résilience des communautés. Elle a plaidé en faveur de réformes législatives, d'une sensibilisation accrue des leaders traditionnels et d'un appui ciblé aux femmes agricultrices.

Représentant la Banque africaine de développement, Mme Rita Effah, Chargée principale du financement climatique et Coordinatrice du FCCA, a souligné que les investissements climatiques ne peuvent être efficaces sans la prise en compte de l'insécurité foncière. Elle a mis en avant le partenariat entre la BAD et l'IGAD comme un modèle de mise à l'échelle d'une action climatique sensible au genre.

Message clé : La sécurisation foncière des femmes est un impératif pour la résilience climatique et requiert une action coordonnée entre les gouvernements, les communautés, les institutions traditionnelles et les partenaires financiers.

Pour plus d'informations :

Joselyn Bigirwa
Cheffe de mission auprès de la République d'Ouganda, Experte genre et foncier – IGAD
Email: joselyn.bigirwa@igad.int

FINANCER L'ACTION CLIMATIQUE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS, TRANSFORMATRICE EN MATIÈRE DE GENRE ET INTÉGRANT LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE À TRAVERS LES CDN ET LES PNA



Dr Kevin Kariuki, Vice-Président chargé de l'Énergie, du Climat et de la Croissance verte (PEVP) à la Banque africaine de développement, s'exprimant lors de l'événement parallèle de la COP30 à Belém.

Lors de la 30e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30), tenue à Belém, au Brésil, en novembre 2025, le projet « Resilient Futures » a marqué une étape importante dans la promotion d'une approche des politiques et actions climatiques nationales fondée sur les droits humains et transformatrice en matière de genre. À cette occasion, le guide intitulé Agir concrètement : Guide pour l'intégration de la santé et des droits sexuels et reproductifs, de la violence basée sur le genre et des pratiques néfastes dans les politiques et actions climatiques nationales, financé par le FCCA, a été officiellement lancé. Ce guide vise à fournir aux principales parties prenantes des orientations pratiques afin de garantir que les politiques et actions climatiques nationales soient véritablement transformatrices en matière de genre. Des intervenants de haut niveau ont pris part à l'événement de lancement, notamment des ministres du Brésil, des secrétaires généraux adjoints du PNUD et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ainsi que le Vice-Président de la Banque africaine de développement (BAD).

Cet événement parallèle hybride, coorganisé par l'UNFPA, le PNUD, la Banque africaine de développement (BAD) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), intitulé « Financer une action climatique fondée sur les droits humains, transformatrice en matière de genre et intégrant la santé et les droits sexuels et reproductifs à travers les CDN et les PNA », a mis en évidence l'urgence d'intégrer les principes de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) — notamment les droits humains, la dynamique démographique, la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que l'égalité de genre dans l'action climatique mondiale, à travers des cadres tels que les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les Plans nationaux d'adaptation (PNA). L'événement a également mis en lumière des lacunes préoccupantes en matière de politiques et de financements, qui compromettent la protection des femmes, des filles et des groupes vulnérables face à la crise climatique.

LE GUIDE : COMBLER LES LACUNES DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le guide nouvellement lancé, élaboré en réponse aux lacunes identifiées dans les examens des CDN, met à la disposition des parties prenantes nationales et infranationales des étapes opérationnelles, des bonnes pratiques et des outils pour intégrer ces considérations dans les CDN ainsi que dans d'autres politiques et plans pertinents. Structuré en six sections, le guide couvre les liens entre la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et le climat, une liste de contrôle pour l'intégration, des actions concrètes ainsi que des ressources utiles. Il vise à renforcer les capacités nationales et à contribuer à un avenir climatique durable, centré sur l'humain et transformateur en matière de genre.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE « RESILIENT FUTURES » À LA COP30

Les thématiques du genre et de la santé ont connu des avancées significatives lors de la COP30, avec l'adoption du Plan d'action genre de Belém pour une durée de neuf ans (2026–2034), comprenant 27 activités destinées à orienter une action climatique sensible au genre, incluant des dispositions relatives à la violence à l'égard des femmes et des filles, à la santé, à la protection, à la sauvegarde et au travail de soins. Le Plan d'action pour la santé de Belém, cadre volontaire visant à intégrer la santé humaine et les droits dans la réponse climatique, a été officiellement lancé et adopté au niveau ministériel. Il inclut explicitement la santé et les droits sexuels et reproductifs ainsi que la santé mentale et le soutien psychosocial. Des progrès ont également été enregistrés dans l'opérationnalisation de l'Objectif mondial en matière d'adaptation (GGA), avec l'adoption de 59 indicateurs, dont des indicateurs sensibles au genre, ainsi que l'enregistrement de 122 nouvelles soumissions de CDN 3.0, dont certaines ont bénéficié de l'appui d'activités financées par le FCCA.

Cette avancée s'appuie sur une année de plaidoyer menée dans le cadre du projet FCCA–UNFPA, qui a permis de renforcer les connaissances de plus de 150 parties prenantes nationales clés en Afrique de l'Est et australe, y compris les Points focaux nationaux Genre et Changement climatique , sur les liens entre la SDSR, le genre et le climat.

À ce sujet, Dr Kevin Kariuki, Vice-Président de la BAD chargé de l'Énergie, du Climat et de la Croissance verte (PEVP), a souligné :

« L'intégration et le financement de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans les CDN et les PNA sont essentiels pour garantir des systèmes de santé inclusifs, résilients et capables de répondre aux chocs climatiques. »

Le projet « Resilient Futures », mis en œuvre par UNFPA dans 10 pays d'Afrique de l'Est et australe, demeure engagé à renforcer les capacités en matière d'intégration du genre, de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) et de l'action climatique.

Pour plus d'informations :
Chiagozie Udeh, Spécialiste de programme, UNFPA

Email: udeh@unfpa.org



RÉFLEXION SUR L'INCLUSION DU HANDICAP DANS L'ACTION CLIMATIQUE : STREVOW À LA COP30



Avec l'aimable autorisation du Global Disability Caucus ©2025

Les femmes handicapées demeurent largement sous-représentées dans les discussions mondiales sur le climat, alors même qu'elles sont exposées de manière disproportionnée aux risques climatiques et aux catastrophes. Face à ce constat, le projet STREVOW, mis en œuvre par ICCASA (Centre pour l'adaptation inclusive au changement climatique pour une Afrique durable) en partenariat avec CEMIRIDE (Centre pour le développement des droits des minorités), promeut une action climatique inclusive du handicap dans 12 pays d'Afrique de l'Est ainsi que dans les Petits États insulaires en développement (PEID), en amplifiant la voix des femmes handicapées aux niveaux régional et mondial.

Dans l'esprit de la COP30, cette section met en lumière les principales réalisations du projet STREVOW, qui contribuent à façonner une action climatique inclusive du handicap en Afrique et au-delà.

Renforcement des capacités dans 12 pays et les Petits États insulaires en développement (PEID)

Des femmes handicapées issues de 12 pays et des PEID ont renforcé leurs compétences en matière de politiques climatiques, de prise de décision, de leadership, de plaidoyer et de négociations. Au total, 500 femmes handicapées ont acquis des connaissances et des compétences en politiques climatiques et en gouvernance climatique, dont 62 ont été spécifiquement formées à l'engagement politique et aux négociations climatiques.

Création de l'Alliance africaine des femmes handicapées pour l'action climatique (AWAC Alliance)

Mise en place en tant que plateforme régionale réunissant des organisations de femmes handicapées, des organisations de personnes handicapées, la société civile, des acteurs gouvernementaux et des défenseurs des droits des personnes handicapées, afin de promouvoir une action collective et des politiques climatiques inclusives du handicap aux niveaux national, régional et mondial.

Participation active aux principaux forums climatiques :

Le projet STREVOW a soutenu la participation de 180 femmes handicapées à des espaces climatiques majeurs, notamment la COP29, la SB62, le Sommet africain sur le climat à Addis-Abeba, ainsi qu'à d'autres plateformes liées à la CCNUCC, garantissant que les perspectives liées au handicap soient prises en compte dans les discussions de haut niveau.

Nomination au Caucus mondial du handicap à la COP30

Une bénéficiaire du projet STREVOW, Josephine Mwatibo, a été nommée point focal du Caucus mondial du handicap à la COP30. Cette nomination a permis de renforcer la visibilité des enjeux liés au handicap dans les espaces de négociation de la CCNUCC et reflète l'espoir constant d'une reconnaissance formelle du Caucus du handicap.

Élaboration de cadres nationaux d'engagement

Trois cadres d'engagement ont été élaborés au Kenya, en Ouganda et au Soudan du Sud afin d'orienter les gouvernements et les partenaires dans l'inclusion effective des femmes handicapées dans les politiques, programmes et processus de planification climatique.

Dialogues mensuels sur l'inclusion du handicap

Le projet a organisé 20 dialogues multipartites, offrant des espaces d'apprentissage, de coordination et de partage d'expériences entre femmes handicapées, organisations de la société civile, acteurs gouvernementaux et partenaires, et touchant 1 052 personnes.

Évaluations des capacités au niveau national

Des évaluations menées dans l'ensemble des pays cibles ont permis d'identifier les lacunes en matière d'inclusion du handicap, orientant ainsi le plaidoyer, l'engagement politique et l'ajustement des programmes.

Formation à la réduction des risques de catastrophe (RRC) et à la résilience climatique

Les femmes handicapées ont été formées au plaidoyer en faveur de l'inclusion du handicap dans la planification climatique et les mécanismes de financement, tout en acquérant des compétences pratiques en matière de RRC.

- Niveau national : renforcement des capacités pour influencer les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les plans nationaux d'action climatique.

- Niveau infranational : plaidoyer renforcé pour l'inclusion dans les plans intégrés de développement des comtés (CIDP), les plans à moyen terme (PMT) et les comités locaux de gestion des catastrophes climatiques.

Communication et sensibilisation axées sur le handicap :

Au total, 450 supports de communication dédiés aux femmes handicapées ont été élaborés et diffusés afin de renforcer la sensibilisation, le plaidoyer et la visibilité des femmes handicapées dans l'action climatique.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Faith Gikunda
Directrice des programmes, ICCASA

Email: fgikunda@iccasa-africa.org

SÉNÉGAL : DES RÉSULTATS TANGIBLES OBTENUS PAR LE PROJET « SUPPRIMER LES BARRIÈRES ENTRAVANT L'ACCÈS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AUX FINANCEMENTS CLIMATIQUES » À LA CLÔTURE

Après 4 ans de mise en œuvre, le projet « supprimer les barrières entravant l'accès des collectivités territoriales aux financements climatiques », en ancrage au Programme National de Développement Local (PNDL), a été officiellement clôturé le jeudi 29 octobre 2025.

Cette initiative, soutenue par la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le fonds pour les changements climatiques en Afrique (FCCA) et le Centre de Suivi Écologique (CSE), visait à doter les collectivités et les acteurs locaux de ressources et de compétences pour comprendre les mécanismes du financement climatique, concevoir et soumettre des projets « verts ». L'accent a été mis sur l'accompagnement des collectivités qui, bien que confrontées aux réalités du changement climatique, manquaient souvent d'expertise pour accéder et mobiliser les fonds disponibles. Face à cette situation, le projet a mis en place plusieurs activités impactantes pour relever ces défis.

Interrogés sur les acquis du projet, les bénéficiaires ont fait état de résultats tangibles. Ainsi, les sessions de formation à destination des pools d'acteurs locaux pour les outiller vont permettre à ces derniers d'accompagner les collectivités territoriales à postuler plus efficacement aux appels à projets internationaux, réduisant ainsi un important désavantage. Ce qui faciliterait, à terme, à ces collectivités de bénéficier de ces financements et renforcerait leur résilience, a fait noter le Président de l'Union des Associations d'Élus Locaux du Sénégal (UAEL).

Pour le représentant du Ministre en charge des Collectivités territoriales, « il est important pour les institutions comme le PNDL de développer un mécanisme d'assistance aux acteurs locaux. Ainsi, la création d'une plateforme collaborative en français sur les différentes opportunités de financement climatique, du renforcement des capacités des acteurs nationaux et régionaux tant du public que du secteur privé sur les questions de la finance climat constitue une avancée majeure dans l'accompagnement de nos collectivités dans la recherche de ressources additionnelles ».

La représentante du CSE, entité accréditée au Fonds Vert pour le Climat et au Fonds d'Adaptation, a fait noter qu'un mini-diagnostic réalisé auprès des acteurs locaux au démarrage du projet avait révélé que les collectivités ont toujours une connaissance limitée des modalités d'accès à la finance climat. Ces derniers ont indiqué des difficultés pour la compréhension approfondie des modalités d'accès aux financements climatiques dues à de nombreux obstacles institutionnels et à l'indisponibilité des informations actualisées sur les différents projets et programmes de financements climatiques disponibles. Elle a par ailleurs révélé que les acteurs locaux rencontraient des difficultés à identifier et à positionner des projets pour l'accès direct à la finance climat.

Mais aujourd'hui, avec les guides élaborés par le projet, les renforcements de capacités déroulés et la plateforme en ligne mise en place, beaucoup de ces obstacles commencent à trouver un début de solution. Pour cette raison, elle recommande que des actions fortes soient entreprises pour accompagner davantage les collectivités pour un accès plus facilité aux différents fonds climatiques.

À cet effet, la clôture de ce projet ouvre la voie à une nouvelle étape : la pérennisation des mécanismes mis en place. Toutefois, la question du financement continu de certaines actions se pose, laissant entrevoir la nécessité d'un engagement soutenu des partenaires techniques et financiers pour consolider les acquis et étendre la dynamique à l'ensemble du territoire national.

Les collectivités territoriales devraient également davantage amplifier leur collaboration avec le secteur privé pour une implication plus grande de ce dernier au processus de financement des actions climatiques.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:
Khadidiatou Aidara Diagne

Responsable Financement Fonds Climat – PNDL
Email: khadidiatou.aidara25@gmail.com



Participants à l'atelier de clôture du projet

L'AFRIQUE RENFORCE LA REDEVABILITÉ CLIMATIQUE AVEC LA CLÔTURE DU PROJET PHARE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES CDN PAR L'ATPS

Le paysage de la gouvernance climatique en Afrique a franchi une étape majeure avec la clôture du projet financé par le Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique (FCCA) et mis en œuvre par l'African Technology Policy Studies Network (ATPS), en partenariat avec la Pan-African Climate Justice Alliance (PACJA) et le West African Green Economics Development Institute (WAGEDI). Ce projet visait à renforcer les capacités des pays africains à mesurer efficacement la mise en œuvre de leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN).



La délégation du lancement de l'indice de mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) à l'occasion du 2e Sommet africain sur le climat 2025, à Addis-Abeba, Éthiopie.

Le projet s'achèvera officiellement en décembre 2025 avec la finalisation du rapport d'achèvement du projet (Project Completion Report – PCR) et la réalisation d'un audit externe complet, confirmant le respect des normes attendues en matière de transparence, d'intégrité financière et de redevabilité.

Le projet a permis de livrer l'une des innovations climatiques les plus significatives du continent : l' outil de suivi de la mise en œuvre des CDN et le tout premier indice africain de mise en œuvre des CDN. Lancée lors du dialogue régional sur les politiques relatives aux CDN à Addis-Abeba en juillet 2025, la plateforme est rapidement devenue une référence pour les décideurs, les chercheurs et les partenaires de développement en quête d'analyses fondées sur des données probantes concernant les progrès réalisés dans la mise en œuvre des CDN en Afrique.

Structuré autour de cinq composantes clés : gouvernance, atténuation, adaptation, suivi-notification-vérification (MRV), et financement et transfert de technologies, l'outil traduit des données climatiques complexes en analyses accessibles, permettant aux pays de transformer leurs ambitions climatiques en actions mesurables. La plateforme est accessible à l'adresse suivante : https://atps-ndcindex.africa/.

Tout au long de l'année 2025, à mesure que la plateforme gagnait en maturité, de plus en plus de pays ont commencé à utiliser les données pour affiner leurs politiques, renforcer la coordination institutionnelle et améliorer la cohérence des rapports. Les résultats ont mis en évidence de solides performances en matière de gouvernance climatique et de MRV dans des pays tels que l'Éthiopie et le Kenya, tandis que le Zimbabwe s'est distingué comme l'un des pays les plus performants au niveau global. Cette dynamique s'est poursuivie lors du deuxième Sommet africain sur le climat, tenu à Addis-Abeba en septembre, où l'ATPS et ses partenaires ont démontré la pertinence continentale de l' indice et son potentiel de mise à l'échelle.

Le PCR récemment finalisé documente ces réalisations, notamment le renforcement des capacités nationales, l'amélioration de l'engagement des parties prenantes et la mise en place d'un cadre de données reproductible pour le suivi à long terme de la mise en œuvre des CDN à l'échelle du continent. L'audit confirme par ailleurs la solidité de la gestion financière du projet, son efficacité opérationnelle et sa conformité aux normes de la Banque africaine de développement et du FCCA.

Avec l'achèvement réussi du projet, l'ATPS et ses partenaires ont posé les bases d'une adoption à l'échelle continentale de l'indice de mise en œuvre des CDN, positionnant ainsi l'Afrique comme un leader de la redevabilité climatique fondée sur les données et garantissant que la contribution du continent à l'Accord de Paris demeure mesurable, transparente et porteuse d'impact.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Prof. Nicholas Ozor

Directeur exécutif, ATPS

Email : executivedirector@atpsnet.org

Plateforme CDN https://atps-ndcindex.africa/

Site du projet: https://atpsnet.org/atps-afdb-accf-ddw-ndc-project/

VOIX DU FCCA #3: CHIAGOZIE UDEH : PLACER LES FEMMES, LES FILLES ET LES JEUNES AU CŒUR DE L'ACTION CLIMATIQUE

« Voix du FCCA » met en lumière les acteurs de l'action climatique à travers l'Afrique. À travers de courtes interviews, des bénéficiaires, des partenaires et des membres de l'équipe partagent leurs expériences et leurs points de vue, illustrant l'impact concret du FCCA sur les communautés et l'environnement.

Chiagozie Udeh est Spécialiste de programme, chargé de l'adaptation au changement climatique et de l'innovation au Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Est et australe (ESARO). Il contribue à l'avancement du travail régional sur le changement climatique, notamment en appuyant l'élaboration des Contributions déterminées au niveau national (CDN), des Plans nationaux d'adaptation (PNA) et des Plans d'action genre sur le changement climatique. Auparavant, il a travaillé comme Analyste des politiques et du plaidoyer sur le changement climatique au sein de l'UNFPA ESARO, avec un accent particulier sur l'adaptation climatique et l'intégration de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes (SSRD) et du genre dans les politiques climatiques nationales.



Pouvez-vous vous présenter et décrire votre rôle ?

Je travaille à l'intersection du changement climatique, de l'égalité de genre et de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes (SSRD) à l'UNFPA en Afrique de l'Est et australe. Mon rôle consiste à accompagner les gouvernements et les communautés afin que les efforts d'adaptation et de résilience climatiques répondent aux besoins réels et vécus des femmes, des filles et des jeunes.

Au fil des années, j'ai travaillé avec des collègues et des communautés dans des contextes humanitaires et de développement. Ce qui m'a particulièrement marqué, c'est la rapidité avec laquelle des chocs climatiques tels que les inondations, les sécheresses ou les déplacements de populations se transforment en crises sanitaires, en risques de protection et en pertes d'opportunités, en particulier pour les femmes et les filles. C'est pourquoi l'intégration des SSRD et de l'égalité de genre dans l'action climatique n'est pas facultative : elle est essentielle.

Pourquoi est-il important d'aborder le changement climatique sous l'angle du genre et des SSRD ?

Le changement climatique n'est pas neutre du point de vue du genre, et j'en ai été témoin à de nombreuses reprises. Dans les communautés touchées par les inondations ou les sécheresses, les femmes et les filles sont souvent les premières à subir les impacts et les dernières à recevoir un soutien. Les services de santé sont perturbés, les moyens de subsistance disparaissent et les risques de violences basées sur le genre augmentent.

Au Soudan du Sud, par exemple, les inondations ont à plusieurs reprises coupé l'accès aux services de santé maternelle. Nous avons rencontré des femmes contraintes d'accoucher à domicile sans assistance qualifiée, simplement parce que les routes étaient inondées et les centres de santé inaccessibles. Pour les adolescentes, les déplacements entraînent souvent une interruption de la scolarité et une exposition accrue au mariage précoce ou à la violence.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est que ces impacts sont à la fois prévisibles et évitables. Lorsque les politiques climatiques négligent le genre et les SSRD, elles aggravent involontairement les inégalités. Lorsqu'elles les intègrent, elles sauvent des vies et protègent la dignité humaine.

Comment l'UNFPA, avec le soutien du FCCA, répond-il à ces défis ?

Avec l'appui du FCCA, l'UNFPA s'emploie à garantir que l'action climatique soit ancrée dans les réalités des femmes, des filles et des jeunes. Cela passe par un soutien aux pays pour intégrer des mesures sensibles au genre et inclusives des SSRD dans les plans climatiques nationaux, tout en investissant dans des solutions au niveau communautaire.

Ce que j'apprécie particulièrement dans le partenariat avec le FCCA, c'est qu'il nous permet d'aller au-delà des engagements politiques pour passer à la mise en œuvre concrète. Nous pouvons tester des approches innovantes, soutenir de jeunes leaders climatiques et produire des données probantes démontrant l'efficacité de l'action climatique inclusive.

Au niveau politique, nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements pour renforcer les stratégies climatiques nationales, y compris les CDN et les PNA, afin qu'elles intègrent les priorités liées au genre et à la santé. Au niveau communautaire, nous soutenons des initiatives qui renforcent la résilience là où elle compte le plus : dans la vie quotidienne des populations.

Pouvez-vous partager un exemple illustrant ce travail sur le terrain ?

Une histoire qui m'a particulièrement marqué vient de communautés touchées par des inondations au Soudan du Sud. Une jeune mère que nous avons rencontrée dans le cadre de ce projet, Akot, a expliqué comment la montée des eaux avait détruit ses cultures et l'avait coupée du centre de santé le plus proche. Ce dont elle avait besoin n'était pas seulement d'une aide d'urgence, mais d'une continuité des soins, de sécurité et de la possibilité de planifier son avenir.

Grâce à des approches intégrées reliant la résilience climatique aux services de santé et de protection, nous œuvrons pour que des femmes comme Akot ne soient pas laissées pour compte lorsque les crises surviennent. Ces expériences me rappellent constamment que l'action climatique concerne avant tout les personnes.

Quel rôle jouent les jeunes dans l'action climatique et comment sont-ils mobilisés ?

Les jeunes ne sont pas seulement des bénéficiaires de l'action climatique. Ce sont des leaders. Je suis constamment inspiré par la créativité et la détermination des jeunes militants climatiques à travers la région.

Grâce à des initiatives soutenues par le FCCA, telles que Let's Hack Climate Change, nous avons accompagné de jeunes innovateurs dans le développement de solutions répondant aux défis climatiques tout en promouvant l'égalité de genre et les SSRD. Un exemple est celui de Marta, une jeune femme impliquée dans l'initiative BAIIKE, qui a utilisé sa plateforme pour mobiliser ses pairs et plaider en faveur de solutions climato-intelligentes et sensibles au genre au sein de sa communauté.

Ce qui me motive le plus, c'est de voir les jeunes établir un lien entre l'action climatique et la justice sociale. Ils comprennent que la résilience ne se limite pas aux infrastructures, mais qu'elle englobe également les droits, l'inclusion et les opportunités.

À l'avenir, que faut-il changer pour renforcer une action climatique inclusive ?

À l'avenir, je pense que nous devons progresser sur trois points essentiels.

Premièrement, nous devons investir davantage dans les personnes, en particulier les femmes, les filles et les jeunes, en tant qu'acteurs de la résilience climatique. Ils ont besoin de ressources, d'opportunités de leadership et d'une véritable place à la table des décisions.

Deuxièmement, le financement climatique doit devenir plus accessible et plus sensible aux priorités liées au genre et à la santé. Des fonds comme le FCCA jouent un rôle crucial pour combler les lacunes et permettre la mise en œuvre de solutions innovantes et inclusives.

Enfin, nous devons continuer à écouter. Les solutions climatiques les plus efficaces proviennent des communautés qui vivent les impacts au quotidien. Notre rôle est d'amplifier ces voix et de veiller à ce qu'elles influencent les décisions à tous les niveaux.

Pour moi, l'action climatique inclusive consiste à protéger les acquis durement obtenus en matière d'égalité de genre et à veiller à ce que, face au changement climatique, les progrès ne reculent pas. Avec les bons partenariats, je suis convaincu que nous pouvons construire un avenir plus résilient et plus juste.

NOS BAILLEURS DE FONDS

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

MINISTERO DELLA TRANSIZIONE ECOLOGICA

Government of Flanders

GLOBAL CENTER ON ADAPTATION

Global Affairs Canada
Affaires mondiales Canada

Québec

Federal Ministry
Republic of Austria
Finance

Irish Aid
Rialtas na hÉireann
Government of Ireland



Division du financement climatique
Département Changement climatique et croissance verte
Banque Africaine de Développement
CCIA Building | Avenue Jean Paul II, Plateau 01
Box 01 1387 | Abidjan, Côte d'Ivoire
Contact: The ACCF Secretariat
Tel : +225 27 20 26 59 42 / 27 20 26 42 53
Email : AfricaClimateChangeFundACCF@AFDB.ORG

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

AFRICA CLIMATE CHANGE FUND